



HAL
open science

Sur l'Urgence de la Mesure de la Dette des Ménages

Sébastien Michiels, Arnaud Natal, Isabelle Guérin, Timothée Narring

► **To cite this version:**

Sébastien Michiels, Arnaud Natal, Isabelle Guérin, Timothée Narring. Sur l'Urgence de la Mesure de la Dette des Ménages. 2024. hal-04832903

HAL Id: hal-04832903

<https://hal.science/hal-04832903v1>

Submitted on 12 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

Sur l'Urgence de la Mesure de la Dette des Ménages

Novembre 2024

Sébastien Michiels^a, Arnaud Natal^{a,b}, Isabelle Guérin^{a,c,d}, et Timothée Narring^d

^a *Institut Français de Pondichéry, Inde*

^b *BSE (Université de Bordeaux, CNRS, et INRAE), France*

^c *Institut de Recherche pour le Développement, France*

^d *CESSMA (IRD, INALCO, et Université Paris Cité), France*

Introduction

Dans son dernier rapport intitulé *A World of Debt*, l'UNCTAD (2024) met en lumière le nouveau record d'endettement public mondial atteint en 2023. Au-delà du montant alarmant de la dette, c'est surtout sa trajectoire qui inquiète. En 2022, la dette totale représentait 238 % du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial, soit une augmentation de 9 points de pourcentage par rapport à 2019. L'endettement a plus que doublé dans les pays du Sud depuis 2010, et près de 50 pays ont consacré, en 2023, plus de ressources au paiement des intérêts de leur dette qu'à des secteurs essentiels comme la santé ou l'éducation. Si l'endettement public fait l'objet d'une attention particulière des sphères économiques et politiques, l'endettement privé, notamment celui des ménages, reste en revanche relativement peu étudié. Pourtant, au-delà des indicateurs classiques utilisés pour évaluer l'évolution de la dette des ménages, il a des effets concrets sur le quotidien d'une immense partie de la population mondiale, en particulier dans les pays du Sud. Loin de se limiter à la question de l'inclusion financière – concept devenu central pour de nombreuses institutions internationales –, l'évolution et la mesure de l'endettement des ménages constituent des problématiques cruciales pour le développement dont les enjeux dépassent le simple accès ou non aux marchés financiers.

Pour mieux appréhender les dynamiques globales de l'endettement, nous proposons de centrer notre analyse autour de la France, d'une part, et certains pays du Sud d'autre part, notamment l'Inde et le Brésil. Nous nous appuierons dans un premier temps (section 1) sur une analyse de trois indicateurs clés : (i) le ratio d'endettement en pourcentage du PIB; (ii) le ratio d'endettement en pourcentage du revenu disponible brut; et (iii) le ratio du service de la dette. Dans la plupart des pays du Nord, comme ceux du Sud, ces indicateurs montrent que le niveau d'endettement des ménages a connu une hausse graduelle depuis le début des années 1990, atteignant aujourd'hui des niveaux records. Dans un second temps (section 2), nous dépasserons ces indicateurs en explorant la diversité des formes d'endettement et leurs implications, en particulier sur les ménages les plus vulnérables, mettant ainsi en lumière des réalités souvent invisibilisées par les mesures traditionnelles de la dette.

1 Mesurer l'endettement des ménages

1.1 Endettement des ménages sur PIB

Le rapport entre l'endettement total des ménages et le PIB, l'un des indicateurs les plus couramment utilisés au niveau international, fournit un premier aperçu de l'évolution de la dette. La lecture de ce ratio reste difficile tant la valeur dépend de la structure du PIB, du niveau de protection sociale et de la nature de l'endettement, entre autres, mais sa trajectoire est, elle, assez claire. En effet, malgré des différences importantes entre les pays, y compris entre ceux aux caractéristiques similaires, les tendances sont semblables et tendent vers un accroissement rapide de l'endettement des ménages à travers le monde. En France, la dette des ménages a doublé en vingt ans, passant de 33 % du PIB en 2000 à 66 % en 2022 (voir Figure 1). Cette tendance est d'autant plus inquiétante dans les pays du Sud qui ont connu une augmentation très rapide depuis les années 2000. En Inde par exemple, la dette des ménages représentait 2,5 % du PIB en 2000, contre environ 35 % en 2022 ; au Brésil, elle est passée de 13,9 % à 34,5 % sur la même période. Notons enfin le cas emblématique de la Chine qui affiche une augmentation spectaculaire sur la période, l'endettement des ménages par rapport au PIB étant passé de 10 % en 2006 à plus de 60 % en 2022.

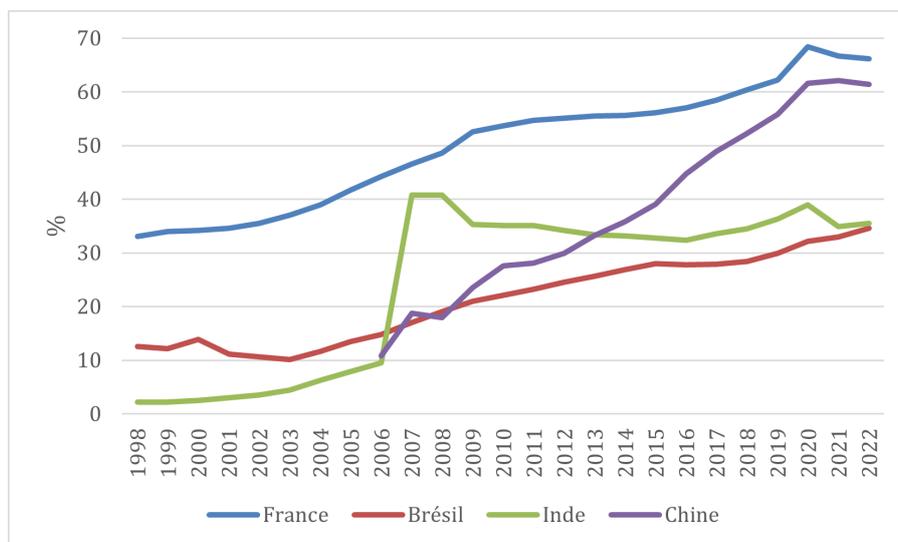


FIGURE 1 – Endettement des ménages en pourcentage du PIB

Source : Auteurs, à partir des données du FMI :

https://www.imf.org/external/datamapper/HH_LSGDD/SWE/AUS/CAN/DEU/USA/GBR/IND

(Accédé le 21 novembre 2024).

Certes, d'un point de vue macroéconomique l'endettement des ménages soutient la consommation, l'un des moteurs de la croissance économique à court terme (LOMBARDI et al., 2017), et sert théoriquement à financer l'investissement des entreprises. Cependant, plusieurs travaux ont souligné ses effets négatifs à moyen terme. À partir d'une étude réalisée sur 30 pays développés entre 1960 et 2012, MIAN et al. (2017) ont montré qu'une augmentation du ratio dette des ménages sur PIB prédit une baisse de la croissance du PIB

et une hausse du chômage. Ces résultats ont été confirmés par des études portant sur un plus large panel de pays et sur une plus longue période temporelle (ALTER et al., 2018; LOMBARDI et al., 2017). D'autres travaux ont par ailleurs identifié un lien fort entre une hausse de l'endettement des ménages et l'augmentation des inégalités sociales (UNHRC, 2020).

1.2 Endettement des ménages sur RDB

Le ratio dette des ménages sur le Revenu Disponible Brut (RDB) rapporte l'endettement des ménages au revenu disponible brut. Cet indicateur, plus révélateur des dynamiques d'endettement que le ratio dette des ménages sur PIB, mesure directement la dette par rapport aux ressources dont disposent réellement les ménages, plutôt qu'à la richesse nationale produite. En France, comme dans la plupart des pays européens, ce ratio d'endettement est en constante progression. Il est passé de 76 % du RDB en 2000 à 127 % en 2023 (voir Figure 2). Cette tendance est encore plus marquée dans certains pays. En Norvège par exemple, ce ratio dépasse 250 %, ce qui indique que l'endettement des ménages est plus de deux fois et demi supérieur à leur revenu disponible brut. Ces chiffres sont toutefois à nuancer dans la mesure où la dette des ménages norvégiens, comme dans la plupart des pays du Nord, est principalement constituée d'emprunts destinés à financer l'achat immobilier (LINDQUIST et al., 2015).

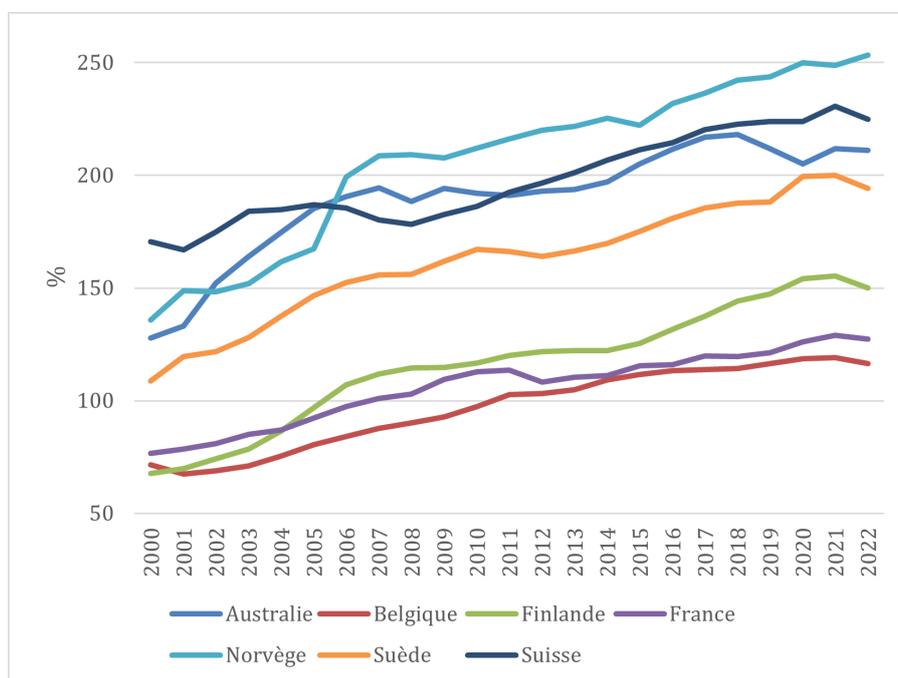


FIGURE 2 – Endettement des ménages en pourcentage du RDB

Source : Auteurs, à partir des données de l'OCDE : <https://www.oecd.org/en/data/indicators/household-debt.html> (Accédé le 21 novembre 2024).

À l'échelle mondiale, cette tendance se vérifie. Au Brésil, l'endettement des ménages a considérable-

ment augmenté au cours des dernières années, avec un ratio dette des ménages sur revenu passant de 16,5 % en 2005 à 49 % en 2022 (MONTANI et al., 2023). En excluant les crédits immobiliers, les plus importants en volume, l'endettement représente encore 30 % du RDB des ménages. En Inde, même constat, le ratio d'endettement des ménages par rapport à leur revenu disponible a atteint 48,1 % pour l'exercice 2023, contre 43,3 % en 2020 et environ 35 % au début des années 2010 (MOTILAL OSWAL, 2023).

Cette hausse soutenue de l'endettement, portée par une financiarisation de l'économie, une ouverture des marchés financiers, des taux d'intérêt attractifs et des politiques actives d'inclusion financière, ne s'est pas accompagnée d'une hausse équivalente des niveaux de revenus et s'est donc traduite par un creusement du rapport dette sur revenu, aggravant les risques de surendettement et de défaut de paiement.

Bien que le ratio de l'endettement des ménages par rapport au RDB soit plus révélateur de la soutenabilité de la dette que le ratio dette des ménages sur PIB, il présente néanmoins lui aussi certaines limites. Ce ratio ne prend en compte que le montant total de la dette, sans considérer les échéances de remboursement, la charge des taux d'intérêt ou les conditions spécifiques de chaque emprunt (telles que les risques encourus en cas de défaut de paiement ou la rigidité des modalités de remboursement). Or, c'est précisément la capacité des ménages à rembourser leurs dettes à court et moyen terme qui détermine leur niveau de fragilité financière.

1.3 Ratio du service de la dette

Les ratios d'endettement rapportés au PIB ou au RDB présentés ci-dessus sont des indicateurs utiles pour appréhender les dynamiques d'endettement au niveau macroéconomique dans la mesure où ils sont facilement mesurables et permettent des comparaisons internationales. Cependant, ils peuvent dissimuler des réalités très différentes à l'échelle des ménages. Le ratio du service de la dette des ménages constitue en cela une mesure plus fine de l'endettement, puisqu'il évalue la part du revenu disponible des ménages allouée au remboursement de leur dette (principal et intérêts). Ce ratio permet d'appréhender la soutenabilité de la dette à un niveau plus granulaire, en se concentrant sur la charge effective de la dette sur les budgets des ménages. Ainsi, plus le ratio du service de la dette est faible, plus l'endettement est considéré comme soutenable.

À titre d'exemple, en France, d'après les données de la Banque des règlements internationaux (BIS)¹, le ratio du service de la dette était relativement bas en 2023, s'établissant à 6,1 %. Cela suggère que, pour une large majorité des ménages français, le remboursement de la dette ne pèse pas lourdement sur leur revenu disponible. Cependant, certaines économies ont connu des trajectoires bien plus préoccupantes depuis les

1. <https://data.bis.org/topics/DSR/data> (Accédé le 21 novembre 2024). Notons ici le manque de données produites par les institutions internationales de statistiques. La Banque des règlements internationaux, une des seules institutions à produire ces données, publie des rapports trimestriels sur le ratio du service de la dette des ménages uniquement pour 17 économies avancées, limitant ainsi les comparaisons internationales en particulier avec les pays du Sud.

années 2000. Ainsi, en 2023, toujours d'après les données de la BIS, le ratio du service de la dette des ménages australiens a atteint 17,1 % contre 13,5 % en 2021. En Inde, la charge de la dette sur le revenu est quant à elle passée de 5,8 % en 2002 à environ 12 % en 2023 (MOTILAL OSWAL, 2023). Plus alarmant encore, le ratio du service de la dette des ménages du Brésil culmine à 26,6 % en 2023 (BANCO CENTRAL DO BRASIL, 2024). Autrement dit, plus d'un quart du revenu disponible des ménages brésiliens est consacré au remboursement de leurs emprunts. Au-delà des moyennes nationales, ce fardeau croissant de la dette touche plus durement les ménages les plus pauvres. Peu de données désagrégées par décile de revenu ou de patrimoine existent, mais quand cela est le cas, elles montrent des charges d'endettement considérables pour les plus démunis. Au Chili, par exemple, le ratio du service de la dette des ménages à faible revenu a fortement augmenté, atteignant en 2021 un niveau médian de près de 50 % (RADDATZ, 2023). Même constat au Mexique, où plus de quatre travailleurs sur dix estiment consacrer entre 20 % et 50 % de leur revenu mensuel au remboursement de leur dette, et près d'un travailleur sur cinq y consacre plus de 50 % de son revenu (BIENESTAR FINANCIERO, 2023). Ceci pose de sérieuses questions sur la vulnérabilité financière des ménages et sur leur capacité de résilience face aux fortes fluctuations économiques que connaissent certains pays du Sud et aux variations des taux d'intérêt. Dans cette perspective, l'étude d'O'TOOLE et SLAYMAKER (2021) a montré, à travers le cas de l'Irlande, que la dégradation du ratio du service de la dette augmente significativement la probabilité d'impayés, et ce indépendamment du poids initial de la dette. Une hausse rapide du ratio du service de la dette peut ainsi fragiliser les ménages, y compris dans des contextes où le niveau global d'endettement semble maîtrisé. Ainsi, bien que l'Inde et le Brésil affichent des ratios dette des ménages sur PIB relativement faibles (environ 33 % en 2022), le fardeau réel de la dette s'exprime par un ratio du service de la dette particulièrement élevé. Ceci est d'autant plus préoccupant dans des contextes où une grande partie de la dette contractée est informelle et échappe aux statistiques nationales, comme cela est le cas en Inde. Les chiffres officiels sous-estiment considérablement l'ampleur réelle de la dette. L'endettement informel peut en effet représenter jusqu'à 62 % de la dette des ménages selon des travaux réalisés dans une zone rurale du sud du pays par l'Observatoire des dynamiques rurales et des inégalités (ODRIIS). Ces travaux indiquent d'autre part que le ratio du service de la dette est bien au-delà des estimations officielles, passant de 44 % en 2010 à 48 % en 2016, et 68 % en 2020 (GUÉRIN et al., 2023, 2024).

Au-delà du service de la dette, qui considère à la fois le remboursement du principal et des intérêts, il apparaît également essentiel de s'intéresser au poids des taux d'intérêt sur la charge de la dette. En effet, l'évolution de ces derniers joue un rôle déterminant dans la pression exercée sur les finances des ménages, en particulier lorsque les emprunts sont à taux variable ou, quand ils sont fixes, si les taux sont élevés. À titre d'exemple, les travaux de l'ODRIIS estiment que dans leur zone d'étude en Inde, les taux d'intérêts moyens associés aux différentes formes d'endettement sont de l'ordre de 24 %. Malgré la charge que cela représente, peu de travaux portent spécifiquement sur le poids des intérêts de la dette et les instituts na-

tionaux de statistiques ne semblent pas s'être saisis de l'ampleur du problème.

Une analyse fine du fardeau de la dette nécessite la mesure d'un nouveau ratio : le ratio du service des intérêts de la dette. Celui-ci rapporte la part du revenu consacrée exclusivement au remboursement des intérêts qui, contrairement au remboursement du capital, constituent un véritable coût. Bien souvent négligée par les instituts de statistiques, les intérêts de la dette reflètent pourtant la charge financière incompressible que cette dernière impose aux ménages, et constitue en cela un bon outil pour mesurer la vulnérabilité des ménages liée à leur endettement. Cet indicateur permet également d'évaluer la proportion des revenus des ménages captés par l'industrie financière.

Les travaux menés en Inde par l'ODRIIS estiment que dans le sud du pays, le ratio du service des intérêts de la dette s'élève en moyenne à 19 %, et peut représenter jusqu'à 40 % du revenu pour les ménages les plus fragiles financièrement (REBOUL et al., 2025). Au Brésil, le paiement des intérêts des ménages représentait près de 12 % de leurs revenus au troisième trimestre de 2021 (soit 6 % du PIB), selon la Fédération du commerce des biens, des services et du tourisme de l'État de São Paulo (FECOMERCIOSP, 2021). Les pays du Nord ne sont pas épargnés par l'augmentation du service des intérêts de la dette. Aux États-Unis, en 2015, un ménage consacrait en moyenne 9 % de son revenu uniquement au paiement des intérêts de sa dette (EL ISSA, 2015), et la hausse des taux d'intérêt sur la période récente a participé à aggraver la situation. Pour donner un ordre d'idée, le montant d'endettement moyen des ménages par carte de crédit était de 6 065 dollars en 2023. En 2021, le taux d'intérêt sur cette dette était de 15 %, soit une dépense moyenne de 76 dollars par mois en intérêts de carte de crédit. En 2023, le taux d'intérêt est passé à 21 %, la charge des intérêts de carte de crédit est alors passée à 106 dollars par mois, soit une hausse de 40 % sans même rembourser le principal de la dette (CHIANG & DUEHOLM, 2024).

Les trois indicateurs présentés dans cette première partie nous ont permis d'obtenir des premiers éléments de lecture pour mesurer l'évolution de l'endettement privé des ménages au niveau mondial. Cependant, bien que ces chiffres soient indispensables, ils ne permettent pas de comprendre les mécanismes à l'œuvre dans la hausse de l'endettement. Nous proposons dans la seconde partie de dépasser ces indicateurs afin de mieux cerner l'ampleur de la dette et de mieux en saisir les implications pour les populations les plus vulnérables.

2 Comprendre l'endettement au-delà des indicateurs

Plusieurs dynamiques expliquent la montée de l'endettement au niveau mondial. Sans être exhaustif, nous proposons ici de nous concentrer sur certaines de ses principales caractéristiques, à savoir : la transformation de la structure de l'endettement, la hausse des impayés et le recours massif aux cartes de crédit. Nous concluons cette seconde partie par une lecture du caractère inégal de la dette.

2.1 Transformation de la dette

Une dimension souvent ignorée dans la mesure de la dette est la nature de la dette elle-même. Les prêts contractés pour un motif immobilier et les crédits à la consommation existent pour des raisons différentes, voire opposées. Le premier est un investissement à long terme, tandis que le second répond à des besoins à court terme (COMELLI, 2021). D'autre part, les dettes ne sont pas uniquement constituées de crédits, et l'évolution de la structure de l'endettement liée à la financiarisation de l'économie au cours des vingt dernières années a considérablement bouleversé les trajectoires d'endettement des ménages, au Nord comme au Sud.

Historiquement, la dette des pays du Nord est portée par l'endettement pour un motif immobilier. Ainsi, en France en 2024, 84 % des encours d'emprunts contractés par les ménages l'étaient pour ce motif (BANQUE DE FRANCE, 2024). Le poids de ces crédits, relativement stable dans le temps, est toujours prépondérant dans l'endettement des ménages et en 2019, un tiers des ménages était endetté pour un motif immobilier (INSEE, 2021).

Second poste d'endettement des ménages, les crédits à la consommation représentaient eux, 13,7 % des encours d'endettement et concernaient 27 % des ménages en 2019 (INSEE, 2021). Contrairement aux crédits immobiliers, les crédits à la consommation ont connu une forte contraction sur la période récente, ces derniers concernant 35,4 % des ménages en 2001 contre 24 % en 2021 (OBSERVATOIRE DES CRÉDITS AUX MÉNAGES, 2022). Ce changement important dans la structure de l'endettement est expliqué en partie par un durcissement des conditions d'octroi de ces crédits depuis 2010², mais surtout par une hausse importante des dettes de charges courantes³, qui sont, elles, passées de 20 % de l'endettement en 2011 à 33 % en 2023 pour les ménages surendettés. Ce recul en trompe-l'œil du surendettement lié aux crédits à la consommation en France doit en effet se lire au prisme d'une hausse d'une multiplicité d'autres formes de dettes. Il s'agit de plus en plus souvent de loyers impayés, de dettes fiscales, de factures d'énergie ou de frais de cantine scolaire, qui constituent désormais une dimension importante de l'endettement d'un grand nombre de ménages (cf. infra).

Au Sud, le recours au crédit immobilier est moins développé et l'endettement à des fins de consommation constitue le principal motif dans la plupart des pays. Encouragé par des politiques dites d'inclusion financière, les crédits à la consommation se sont démocratisés à partir des années 2000, ciblant en priorité les milieux populaires et en particulier les femmes (GUÉRIN et al., 2023; NARRING, 2023). Au Brésil

2. Depuis 2010, sous l'impulsion de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et du Haut Conseil de la Stabilité Financière, la charge de remboursement (taux d'effort) mensuelle ne devrait pas usuellement excéder 35 % des revenus des emprunteurs et la durée des crédits ne devrait pas excéder 25 ans.

3. Les « dettes de charges courantes » représentent les dettes liées aux dépenses quotidiennes du ménage (logement, énergie, transport, alimentation, santé et éducation, assurances, taxes et impôts, etc.).

par exemple, la hausse du chômage sur la période récente⁴ a pesé sur le pouvoir d'achat, faisant passer le nombre de familles endettées à l'égard du système financier de 63,6 % en 2019 à 76,6 % en 2023, selon la Confédération nationale du commerce (CORREA, 2024). En 2022, 85,6 % de l'endettement des ménages concernait des dettes liées à une carte bancaire souvent utilisés pour l'achat de biens de première nécessité. La faiblesse des revenus du travail ne permet plus de subvenir aux besoins vitaux et contraint une grande partie de la population brésilienne, dont près de 29 % vivaient en dessous du seuil de pauvreté en 2021 (UNICEF, 2023), à recourir au crédit. Dans ce sens, GONZALEZ et al. (2023) notent qu'à partir de 2016, l'offre de crédit à la consommation au Brésil (sous forme de crédit personnel et de cartes de crédit) a dépassé le crédit immobilier, atteignant près de 23 % du PIB. Sur la base des chiffres de 2021, ces auteurs ont calculé que 62,8 % des crédits accordés aux ménages étaient directement liés à la consommation.

Par ailleurs, au Brésil, comme cela est également le cas au Chili ou au Mexique, les taux d'intérêt des crédits accordés aux ménages font partis des plus élevés au monde, et cela depuis plus de vingt-cinq ans (ZEIDAN, 2020). À titre d'exemple, les taux intérêts moyens associés aux cartes de crédit des ménages ont augmenté graduellement, atteignant un total pharamineux de 438,4 % par an en septembre 2024 (VERDÉLIO, 2024). De manière concrète, les ménages brésiliens ont payé 233,5 milliards de reais d'intérêt sur le seul premier semestre 2021, soit l'équivalent de 73 % de l'aide d'urgence accordée par l'État sur l'ensemble de l'année 2020 durant la pandémie du Covid-19. Les banques ont alors capté près de 12 % du revenu des ménages, soit 6 % du PIB du semestre (FECOMERCIO SP, 2021). La dépendance croissante aux crédits et les taux d'intérêt exorbitants qui y sont associés ont plongé une grande partie des ménages brésiliens dans une situation de grande vulnérabilité (NARRING, 2023). Les faibles revenus des milieux populaires sont ainsi captés par un secteur financier en pleine expansion et il est intéressant de noter qu'au Brésil, l'extrême concentration des institutions financières⁵ a permis une hausse de 460 % des bénéfices des quatre plus grandes banques du pays entre 2003 et 2015 (WEISBROT et al., 2017).

2.2 Hausse des arriérés de paiement

Souvent négligés par la sphère politique, les arriérés de paiement tendent désormais à être considérés par les milieux militants et une partie du monde académique comme une caractéristique fondamentale de l'endettement et du surendettement des ménages. À partir d'une étude réalisée en 2016 sur l'Europe des 28, DUBOIS et al. (2020) ont identifié que 14 % des ménages déclaraient ne pas être en mesure d'effectuer les paiements prévus liés au loyer ou au crédit immobilier, au crédit à la consommation, aux prêts consentis par la famille ou les amis, ou encore aux factures de services publics ou de téléphone.

4. Entre 2014 et 2021, le taux de chômage est passé de 6,8 % à 13,7 % selon les chiffres de l'Organisation Internationale du Travail. Voir : <https://ilostat.ilo.org/data/country-profiles/> (Accédé le 21 novembre 2024).

5. La part des cinq plus grands prêteurs, mesurée par le total des actifs détenus par ces institutions par rapport au total des actifs du secteur, est passée de 50 % en 2000 à plus de 80 % en 2019 (ZEIDAN, 2020).

En France, sur les dix dernières années, les dossiers déposés auprès des commissions départementales de surendettement ont reculé de 6 % par an en moyenne (BANQUE DE FRANCE, 2023). Dans le même temps, le nombre d'interventions demandées par les fournisseurs d'énergie à la suite d'impayés de factures a augmenté de 49 % entre 2019 et 2023 selon le MÉDIATEUR NATIONAL DE L'ÉNERGIE (2024), avec, en 2023, plus d'un million d'interventions pour impayés. Au-delà de l'énergie, un rapport d'OXFAM (2023) sur le logement révèle que les prix de l'immobilier ont augmenté de 125,6 % entre 2001 et 2020, alors que les revenus n'ont progressé que de 29 %. Autrement dit, les prix des biens immobiliers ont augmenté quatre fois plus vite que les revenus sur la période. Une telle évolution conduit à aggraver la crise du logement. En témoigne le fait qu'un locataire HLM sur cinq est en situation d'impayé en France en 2022 (VALRANGES, 2024). Notons que les ménages pauvres (dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté) sont davantage concernés par les retards de paiements et 24 % d'entre eux ont connu au moins un retard de paiement au cours des douze derniers mois, contre 6 % des ménages dont le niveau de vie est supérieur au seuil de pauvreté (INSEE, 2021).

Ailleurs en Europe, la situation est tout aussi préoccupante. En 2017, les arriérés de paiement constituaient le type de dette le plus fréquent en Suisse, où près d'une personne sur cinq (18,9 %) vivait dans un ménage ayant au moins un arriéré de paiement au cours des 12 mois précédents (FSO, 2020). Les travaux réalisés par ODAMTTEN et PITTAWAY (2024) au Royaume-Uni indiquent que le nombre de comptes en retard dans le paiement de leurs factures de gaz et d'électricité a atteint le niveau le plus élevé depuis le début des relevés en 2012, et leurs données montrent que le montant moyen dû par les personnes en retard a augmenté de moitié entre 2022 et 2023. Les auteurs notent également que l'accès plus limité au crédit à la consommation en raison d'une réglementation plus stricte a conduit près d'un ménage à faible revenu sur dix à recourir à des prêteurs informels ou non agréés pour faire face à la situation. Ainsi, la restructuration de la dette marquée par un recul des crédits à la consommation en Europe s'est traduite par une hausse importante des retards de paiement. Ces derniers, pas toujours comptabilisés comme dette, plaident pour une mesure plus large de l'endettement.

2.3 Un recours accru aux cartes de crédit aux États-Unis

Bien plus qu'en Europe, le crédit est intégré dans les habitudes de consommation des ménages américains, mais aussi chiliens et brésiliens. Aux États-Unis, les crédits à la consommation dépassent en 2024 les 5 033 milliards de dollars, soit environ 18 % du PIB (contre 7 % en France), et parmi ces crédits, environ 21 % sont liés à des cartes de crédit. L'encours d'endettement par carte de crédit a augmenté de façon spectaculaire depuis 1999, passant de 478 milliards à 1 142 milliards de dollars en 2024 selon les chiffres de la *Federal Reserve Bank of New York*⁶, devenant un sérieux problème pour des millions de ménages dont les

6. <https://www.newyorkfed.org/microeconomics/databank.html> (Accédé le 21 novembre 2024).

revenus ne sont pas suffisants pour couvrir les coûts de base de la vie. Une étude réalisée par DEBT.COM (2024) en février 2024 recense en effet que : 45 % des personnes interrogées déclarent que « les augmentations de prix dues à l'inflation les ont obligées à utiliser des cartes de crédit pour joindre les deux bouts » (cela inclut notamment 67 % des Millennials⁷ et plus de la moitié de la Génération X) ; 35 % des répondants déclarent avoir épuisé leur carte de crédit au cours des dernières années (49 % des Millennials contre 11 % pour la génération des baby-boomers). Le *United States Census Bureau* recense en effet qu'en 2022⁸, 42,5 % des ménages dont le chef de famille à moins de 35 ans a des dettes liées à des cartes de crédit, contre 32 % des ménages de plus de 65 ans. Les jeunes ménages semblent ainsi particulièrement touchés par cette dynamique indiquant une vulnérabilité accrue de la jeunesse qui dispose de moindre filet de sécurité que les générations précédentes.

Ce qui est alarmant, au-delà des montants colossaux que représentent cette forme de crédit, est le montant des taux d'intérêt mensuels qui dépassent désormais les 20 %. Le recours massif aux cartes de crédit constitue un signal fort sur les besoins des ménages américains les plus fragiles et les risques d'insolvabilité qui y sont associés peuvent avoir des répercussions dramatiques pour les ménages les plus vulnérables et plus largement sur l'ensemble de l'économie.

Que ce soit le fait d'une explosion des crédits à la consommation, d'un recours accru aux cartes de crédits ou bien d'une montée des impayés, l'explosion de l'endettement des ménages recouvre diverses facettes. Cependant, ces problématiques d'endettement ne touchent pas de la même manière l'ensemble des populations et de fortes logiques d'inégalité sont à l'œuvre.

2.4 Dette et inégalités sociales

Peu de travaux portent spécifiquement sur le caractère inégal de la dette. Pourtant, quand les données existent, il apparaît de fortes disparités en termes d'incidence et de profondeur de l'endettement en fonction de l'origine ethno-raciale, du genre et de la classe.

2.4.1 La dimension raciale de la dette

Si les données d'enquêtes font souvent cruellement défaut pour étudier la dimension raciale de l'endettement, certains pays, tels que le Royaume-Uni et les États-Unis notamment, proposent des données désagrégées permettant d'en explorer les principales caractéristiques. Au Royaume-Uni par exemple, NORMAN (2020) a montré qu'en 2020, une personne sur trois issue d'une minorité ethnique connaissait des retards de paiement dans ses factures, contre une personne sur huit parmi la population blanche. Aux États-Unis,

7. Les Millennials (ou génération Y), regroupent les personnes nées entre le début des années 1980 et le milieu des années 1990. La génération X désigne les personnes nées entre 1965 et 1979, suivant ainsi les baby-boomers.

8. <https://www.census.gov/data/tables/2022/demo/wealth/wealth-asset-ownership.html> (Accédé le 21 novembre 2024).

75 % des ménages étaient endettés en 2019, mais la structure de l'endettement par origine ethno-raciale indique également de fortes inégalités. Certaines dettes, telles que les factures médicales ou les dettes de cartes de crédit, constituent un coût pour les ménages et non un actif. En revanche, un prêt immobilier permet d'acquérir un patrimoine, et peut en cela constituer une source d'accumulation. Les ménages afro-américains et hispaniques ont une part disproportionnellement plus faible de dettes immobilières que les autres ménages. En effet, selon les données du *United States Census Bureau*, en 2022⁹, 38 % des ménages blancs avaient un crédit immobilier contre seulement 24 % des ménages afro-américains. Ainsi, en 2019 aux États-Unis, le ratio médian dette sur patrimoine des familles blanches est de 29,5 %, alors qu'il est de 46,8 % pour les familles afro-américaines, 46,2 % pour les familles hispaniques et de 37,3 % pour les autres minorités non blanches, d'après les chiffres de la *Survey of Consumer Finances* (EBRI, 2021). D'autre part, 22,6 % des ménages afro-américains ont des dettes médicales, contre 13,4 % pour les ménages blancs et 16,5 % pour les ménages hispaniques. Or, une étude réalisée par BREWER (2020) a identifié que les dettes médicales augmentent les risques d'insécurité alimentaire des ménages, même après prise en compte des principaux facteurs de risque sociodémographiques et économiques, alors qu'il n'existe aucun lien entre l'insécurité alimentaire et d'autres formes de dettes non garanties. Enfin, les ménages afro-américains avaient également la part la plus élevée de prêts étudiants par rapport à la part nationale, soit 22 % contre 17 %, et le montant médian de ces crédits s'élevait à 28 000 dollars pour les ménages afro-américains contre 20 000 dollars pour les ménages blancs, selon les chiffres du *United States Census Bureau*¹⁰. La surreprésentation des populations afro-américaines (et hispaniques dans une moindre mesure) dans certaines formes de crédit entretient ainsi le caractère reproductif et inégalitaire de l'endettement.

2.4.2 La dimension genrée de la dette

Du point de vue du genre, si là encore les données d'enquêtes désagrégées sont rares, de nombreux travaux font état de fortes inégalités entre hommes et femmes en termes de besoin, d'acquisition et de gestion de la dette (BRUNEAU & DAELEN, 2022; CAVALLERO & GAGO, 2021; GUÉRIN et al., 2023). Cela apparaît être le fruit d'un double mécanisme : d'une part la persistance des inégalités de genre, qui engendre une spécialisation des femmes dans des dettes chères et dégradantes socialement; et d'autre part la charge de la dette, assumée en priorité par les femmes au nom de leurs responsabilités familiales.

Si les inégalités économiques et sociales en termes de genre prennent différentes formes, elles sont particulièrement criantes dans la sphère professionnelle où les femmes sont majoritaires dans les emplois précaires et mal rémunérés, notamment dans le secteur du *care*¹¹ dans lequel les femmes occupent les

9. <https://www.census.gov/data/tables/2022/demo/wealth/wealth-asset-ownership.html> (Accédé le 21 novembre 2024).

10. <https://www.census.gov/data/tables/2022/demo/wealth/wealth-asset-ownership.html> (Accédé le 21 novembre 2024).

11. Les métiers du *care* regroupent les emplois issus des secteurs de l'éducation, la santé, le travail social, l'aide à la personne ou le nettoyage.

trois quart des emplois dans les pays de l'OCDE (OXFAM, 2020). En France en 2024, le salaire moyen des femmes reste inférieur de 24,4 % à celui des hommes (OBSERVATOIRE DES INÉGALITÉS, 2024), et l'écart de patrimoine entre femmes et hommes a quasiment doublé entre 1998 et 2015 (FRÉMEAUX & LETURCQ, 2023). Notons également que selon la DARES (2024), plus d'une femme sur quatre travaille à temps partiel en 2023, contre moins d'un homme sur dix. Ces inégalités de ressources ont une double conséquence : un besoin accru de dettes de survie, destinées à joindre les deux bouts, et une solvabilité moindre, entraînant en retour une spécialisation dans des dettes chères (cartes de crédit, cartes de magasin, microcrédit, prêt sur gage, etc.). Ces inégalités de ressources pèsent de manière différenciée sur les femmes, en particulier pour les mères de familles monoparentales ; elles participent à expliquer pourquoi 54 % des personnes surendettées en France (BANQUE DE FRANCE, 2023) et 61 % des personnes qui s'endettent pour se procurer des biens de première nécessité au Royaume-Uni sont des femmes (NORMAN, 2020).

Par ailleurs, bien souvent, la charge de la dette du ménage se révèle être assumée dans une large mesure par les femmes, *a fortiori* lorsque les ménages font face à des difficultés financières (CALLEGARI et al., 2020 ; GUÉRIN et al., 2023 ; THORNE, 2010). Diverses ethnographies montrent que ce sont les femmes qui gèrent en priorité les arriérés de factures, jonglent avec les cartes de crédit, traitent avec agents de crédit et les huissiers de justice, répondent aux appels des agences de recouvrement. Les analyses chiffrées sont hélas rares. Une des rares études disponibles, menée dans une zone rurale du sud de l'Inde (REBOUL et al., 2021), montre que la dette pèse lourdement sur les femmes : elles gagnent en moyenne 22 % des revenus du ménage mais assument 37 % des dettes ; et ces dettes sont principalement utilisés à des fins de reproduction sociale (alimentation, santé, éducation, remboursement d'anciennes dettes, cérémonies familiales et religieuses).

Selon GOODE (2010), cette responsabilité sexuée de l'endettement est liée à l'organisation même de l'économie domestique, dans laquelle les femmes et les hommes se voient attribuer des sphères de responsabilité distinctes. Gérer la dette suppose un ensemble de tâches (compter, planifier, négocier) qui sont chronophages, requièrent des compétences multiples (cognitives, relationnelles, émotionnelles, parfois sexuelles) et qui créent de la valeur : c'est donc un véritable travail (GUÉRIN et al., 2023). Prégnant dans des contextes où les femmes jonglent avec un grand nombre de dettes, le travail de la dette se substitue parfois au travail rémunéré, comme observé en Inde du Sud (GUÉRIN et al., 2023). Il s'observe également au Nord, par exemple au Royaume-Uni ou en Suisse ; gérer la dette consiste à épargner aux autres membres de la famille le stigma et la honte de la dette, s'apparentant ainsi à une autre forme de travail de soin (HENCHOZ et al., 2024 ; MONTGOMERIE & TEPE-BELFRAGE, 2017). Ainsi, au Nord comme au Sud, l'exploitation financière qu'impose la dette et sa gestion s'adossent aux inégalités de genre et les reproduisent en retour.

2.4.3 Dette et classe sociale

Enfin, souvent à l'intersection des dimensions de genre et d'origine ethnique, les inégalités de classe constituent un autre élément fortement discriminant de l'endettement. Tantôt outil d'accumulation pour les ménages les plus aisés, tantôt solution de survie socio-économique pour les segments les plus pauvres de la population (LEMOINE & RAVELLI, 2017), la dette représente en effet une réalité bien différente selon les situations que les indicateurs présentés en première partie peinent à appréhender.

Les données INSEE de l'Enquête Patrimoine de 2020 indiquent qu'en 2018, l'essentiel des 83 % d'encours d'emprunts contractés par les ménages français pour un motif immobilier a été contracté par les ménages situés au-dessus du quatrième décile de patrimoine (les 60 % les mieux dotés). Inversement, les ménages situés en dessous du deuxième décile de patrimoine (les 20 % les moins bien dotés) sont essentiellement endettés à titre privé pour des motifs autres que l'immobilier (achat d'un véhicule, crédits à la consommation, etc.). D'autre part, 26 % des encours d'emprunts contractés par les 10 % des ménages les plus aisés ont un motif professionnel (et donc productif), contre seulement 8 % pour les autres ménages. Ces données illustrent le caractère profondément inégal de la dette, servant le plus souvent à accroître le patrimoine des plus favorisés¹² et à pourvoir aux dépenses quotidiennes ou de première nécessité pour les plus vulnérables (MORVANT-ROUX et al., 2023). Aux États-Unis en 2022, selon la *Federal Reserve Bank of Saint-Louis*, l'endettement lié à des cartes de crédit représente 85 % du revenu mensuel des ménages du premier décile de revenu, contre moins de 10 % pour les ménages composant le dernier décile (CHIANG & DUEHOLM, 2024). Avec des taux d'intérêt mensuels dépassant les 20 %, les cartes de crédit constituent une forme d'endettement particulièrement coûteuse qui touche beaucoup plus les ménages les plus pauvres pour lesquels les opportunités sur les marchés financiers sont restreintes.

Les mesures d'austérité mises en place dans la plupart des pays après la crise économique de 2007-2008, tout comme celles fréquemment adoptées depuis, ont également produit des effets importants sur la santé économique des ménages.

La baisse des prestations sociales, et le durcissement des conditions d'accès à une assurance chômage et à une pension de retraite notamment, ont participé à réorganiser les logiques de solidarités intergénérationnelles. L'érosion des revenus du travail, le poids croissant des dettes et des intérêts, ainsi que l'inflation des denrées alimentaires sur la période ont par ailleurs accéléré ces dynamiques de dépendances. Ceci est particulièrement le cas dans les pays du sud de l'Europe (Espagne, Portugal et Grèce en tête), mais aussi dans les pays du Sud comme au Brésil (NARRING, 2022).

Face à l'expansion du chômage et la difficulté des jeunes à trouver un travail, les personnes âgées (re-

12. Selon un rapport d'OXFAM (2023) sur le logement, les 10 % des Français les plus riches en patrimoine concentraient 44 % de tout le patrimoine immobilier français en 2021 et 3,5 % des ménages détenaient à eux seuls 50 % des logements mis en location.

traitées et veuves) sont devenues les pourvoyeuses de revenus et de crédits de leurs proches au cours de la crise économique et sanitaire qui a traversé le Brésil. De nombreux retraités sont retournés travailler sur les chantiers et dans les maisons de leurs anciens patrons pour payer les dettes contractées et aider leurs proches.

Inversement, la dégradation des ressources financières et des conditions de vie d'une partie des séniors conduit de plus en plus de jeunes actifs à un travail de *care* et de compensation financière pour leurs parents (NAROTZKY, 2021). La BLAVET (2023) a récemment publié une étude indiquant qu'en France, 9,3 millions de personnes déclarent apporter une aide régulière à un proche en situation de handicap ou de perte d'autonomie et parmi eux, 1,3 million déclare apporter une aide financière. Les logiques de solidarités intergénérationnelles, prépondérantes en Amérique latine et dans le Sud de l'Europe, semblent en mesure de s'étendre et de se renforcer au sein de pays d'Europe continentale, comme la France.

Ainsi, la position des individus dans des structures sociales plus larges entraîne des avantages ou désavantages cumulés qui modifient le rôle que joue l'endettement (CHARRON-CHÉNIER & SEAMSTER, 2021). Les auteurs identifient en ce sens trois dimensions clés de l'inégalité de la dette : la segmentation des marchés financiers modifiant la disponibilité des produits d'endettement ; des différences dans les conditions d'endettement, comme des taux d'intérêt discriminatoires ; et les différences dans l'expérience de l'endettement dues à des facteurs structurels plus larges (tels que les disparités raciales dans la richesse héritée). Pourtant essentielles, l'absence de données décomposées au niveau individuel dans la plupart des pays limite de fait la compréhension des effets différenciés de l'endettement en termes d'origine ethnique, de genre et de classe.

Conclusion

Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, la France, comme d'autres pays Européens, a connu un essor du crédit, essentiellement destiné à financer l'acquisition de logements. L'endettement des ménages représentait alors deux semaines de leur revenu disponible en 1954 et trois mois en 1975 (BANQUE DE FRANCE, 2022). À partir des années 1980, le crédit à la consommation s'est largement démocratisé et aujourd'hui, près d'un ménage sur deux en France dispose d'un crédit immobilier ou à la consommation (BANQUE DE FRANCE, 2022). Dans les Suds, l'essor du crédit résulte quant à lui de plusieurs décennies de politiques d'inclusion financière visant à intégrer les populations dans une économie de marché financiarisée. Le recours au crédit est ainsi progressivement devenu une composante essentielle des habitudes de consommation au Nord comme au Sud. L'endettement des ménages ne constitue pas pour autant un problème en soi. Au niveau macro-économique, le crédit peut soutenir la consommation des ménages et favoriser l'investissement des entreprises. Au niveau micro-économique, il représente pour les ménages une

ressource importante pour faire face à des flux de revenus irréguliers ou à des chocs économiques, et permet en cela un lissage de la consommation (COLLINS et al., 2009; TAYLOR, 2012). Cependant, l'endettement des ménages constitue un formidable outil d'accumulation pour les franges les plus favorisées de la population (MORVANT-ROUX et al., 2023) et son caractère profondément inégalitaire participe à reproduire des logiques de discrimination et de domination, notamment en terme de classe, de genre et d'origine ethnique. Du fait des inégalités d'accès aux marchés du crédit et aux conditions de ces derniers, certaines catégories de la population sont cantonnées à des formes de dettes désavantageuses, désormais indispensables à leur survie (MORVANT-ROUX et al., 2023). Le poids du remboursement de la dette et de ses intérêts maintient alors les plus pauvres dans de véritables trappes à pauvreté, tout en engendrant une série d'effets cumulatifs : insécurité alimentaire (BREWER, 2020; GUÉRIN et al., 2024), conflits familiaux, isolement social, troubles mentaux, qu'il s'agisse d'anxiété, de dépression ou de suicide (NARRING, 2022; SCHICKS, 2013), ou encore exploitation sexuelle (GUÉRIN et al., 2023).

Face aux enjeux politiques, économiques et sociaux que la hausse de la dette des ménages soulève, l'objectif de cette note est double. Il s'agit dans un premier temps de mettre en lumière les grandes tendances de l'endettement dans le monde, et nous avons vu en première partie – malgré une attention limitée des instituts de statistiques nationaux et internationaux –, le rythme alarmant auquel croît l'endettement des ménages au Nord comme au Sud. Il s'agit par ailleurs d'attirer l'attention sur le manque manifeste de données désagrégées au niveau individuel. Ces dernières apparaissent en effet indispensables pour une meilleure compréhension du caractère profondément inégal de la dette, tant dans ses usages que dans ce qu'elle produit. Les travaux spécifiques menés sur la dette à l'échelle micro montrent en effet la nécessité d'une réelle réflexion sur une mesure fiable de l'ampleur de l'endettement des ménages, au-delà des indicateurs usuellement fournis par les instituts de statistiques. Pour autant, et malgré les efforts produits par les milieux militants et académiques, ces questions semblent encore souffrir d'un cruel manque d'attention et de réponse en termes de politiques publiques.

Bibliographie

- ALTER, A., FENG, A. X., & VALCKX, N. (2018). *Understanding the Macro-Financial Effects of Household Debt : A Global Perspective* (Working Paper N° 2018/076) (Accédé le 21 novembre 2024). IMF. Washington DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2018/04/06/Understanding-the-Macro-Financial-Effects-of-Household-Debt-A-Global-Perspective-45744>
- BANCO CENTRAL DO BRASIL. (2024). *Monetary and Credit Statistics* [Accédé le 21 novembre 2024]. Banco Central do Brasil. Brasilia. <https://www.bcb.gov.br/en/statistics/monetarycreditstatistics/1000>

- BANQUE DE FRANCE. (2022). *L'endettement des ménages* [Accédé le 21 novembre 2024]. Banque de France. Paris. <https://abc-economie.banque-france.fr/lendettement-des-menages>
- BANQUE DE FRANCE. (2023). *Le surendettement des ménages. Enquête Typologique 2023* [Accédé le 21 novembre 2024]. Banque de France. Paris. <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques/enquete-typologique-sur-le-surendettement-des-menages-en-2023>
- BANQUE DE FRANCE. (2024). *Crédits aux particuliers - France. Mars 2024* [Accédé le 21 novembre 2024]. Banque de France. Paris. <https://www.banque-france.fr/fr/statistiques/credit/credits-aux-particuliers-mar-2024>
- BIENESTAR FINANCIERO. (2023). *Financial wellness report 2023 : Mexico in action* [Accédé le 21 novembre 2024]. Invested. Mexico City. <https://www.bienestarfinanciero.mx/reportebienestarfinanciero2023>
- BLAVET, T. (2023). *9,3 millions de personnes déclarent apporter une aide régulière à un proche en situation de handicap ou de perte d'autonomie en 2021 (Études et résultats N° 1255)* (Accédé le 21 novembre 2024). Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques. Paris. <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications/etudes-et-resultats/93-millions-de-personnes-declarent-apporter-une-aide-reguliere-un>
- BREWER, M. (2020). Household Debt and Children's Risk of Food Insecurity. *Social Problems*, 67(3), 565-584. <https://doi.org/10.1093/socpro/spz027>
- BRUNEAU, C., & DAELEN, C. V. (2022). *Nos vies valent plus que leurs crédits. Face aux dettes, des réponses féministes. Le passager clandestin.*
- CALLEGARI, J., LIEDGREN, P., & KULLBERG, C. (2020). Gendered debt – a scoping study review of research on debt acquisition and management in single and couple households. *European Journal of Social Work*, 23(5), 742-754. <https://doi.org/10.1080/13691457.2019.1567467>
- CAVALLERO, L., & GAGO, V. (2021). *A Feminist Reading of Debt*. Pluto Press.
- CHARRON-CHÉNIER, R., & SEAMSTER, L. (2021). Racialized Debts : Racial Exclusion From Credit Tools and Information Networks. *Critical Sociology*, 47(6), 977-992. <https://doi.org/10.1177/0896920519894635>
- CHIANG, Y.-T., & DUEHOLM, M. (2024). *Which U.S. Households Have Credit Card Debt?* [Accédé le 21 novembre 2024]. Federal Reserve Bank of St. Louis. Saint-Louis, MO. <https://www.stlouisfed.org/on-the-economy/2024/may/which-us-households-have-credit-card-debt>
- COLLINS, D., MORDUCH, J., RUTHERFORD, S., & RUTHVEN, O. (2009). *Portfolios of the Poor : How the World's Poor Live on \$2 a Day*. Princeton University Press. <https://www.jstor.org/stable/j.ctt7r2r4>
- COMELLI, M. (2021). The impact of welfare on household debt. *Sociological Spectrum*, 41(2), 154-176. <https://doi.org/10.1080/02732173.2021.1875088>

- CORREA, A.-D. (2024). Au Brésil, le président Lula peine à désendetter la population [Accédé le 21 novembre 2024]. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/04/15/au-bresil-le-president-lula-peine-a-desendetter-la-population_6228026_3234.html
- DARES. (2024). *Les salariés à temps partiel de 1975 à 2023* [Accédé le 21 novembre 2024]. Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques. Paris. <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/le-temps-partiel>
- DEBT.COM. (2024). *Credit Card Survey: 1 in 3 Americans Have Maxed Out Their Credit Cards in Recent Years* [Accédé le 21 novembre 2024]. Debt.com. Fort Lauderdale, FL. <https://www.debt.com/research/credit-card-survey/>
- DUBOIS, H., FÓTI, K., KABLE, E., & ANDERSON, R. (2020). *Addressing household over-indebtedness* (Research Report) (Accédé le 21 novembre 2024). Eurofound. Dublin. <https://www.eurofound.europa.eu/en/publications/2020/addressing-household-over-indebtedness>
- EBRI. (2021). *Employee Benefit Research Institute Statement on Gaps in Retirement Savings Based on Race, Ethnicity, and Gender* [Accédé le 21 novembre 2024]. Employee Benefit Research Institute. Washington DC. https://www.ebri.org/docs/default-source/testimony/t-185.pdf?sfvrsn=fa363b2f_6
- EL ISSA, E. (2015). 2015 American Household Credit Card Debt Study [Accédé le 21 novembre 2024]. *NerdWallet*. <https://www.nerdwallet.com/article/credit-cards/household-debt-study-2015>
- FECOMERCIO.SP. (2021). *Em seis meses, famílias gastaram, com juros, o equivalente a 73% do auxílio emergencial pago em 2020* [Accédé le 21 novembre 2024]. FecomercioSP. São Paulo. <https://www.fecomercio.com.br/noticia/em-seis-meses-familias-gastaram-com-juros-o-equivalente-a-73-do-auxilio-emergencial-pago-em-2020-1>
- FRÉMEAUX, N., & LETURCO, M. (2023). Les formes légales de vie en couple et leurs conséquences sur le partage du patrimoine et des ressources entre conjoints en France. *Recherches familiales*, 20(1), 115-133. <https://doi.org/10.3917/rf.020.0116>
- FSO. (2020). *Près d'une personne sur cinq vit dans un ménage ayant au moins un arriéré de paiement* [Accédé le 21 novembre 2024]. Office fédéral de la statistique. Neuchâtel. <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-78120.html>
- GONZALEZ, L., HADDAD, J. P., & LEANDRO, J. (2023). *Evolução do crédito para pessoas físicas no Brasil e suas distorções* [Accédé le 21 novembre 2024]. Escola de Administração de Empresas de São Paulo da Fundação Getulio Vargas. São Paulo. <https://eaesp.fgv.br/producao-intelectual/evolucao-credito-para-pessoas-fisicas-brasil-e-suas-distorcoes>
- GOODE, J. (2010). The role of gender dynamics in decisions on credit and debt in low income families. *Critical Social Policy*, 30(1), 99-119. <https://doi.org/10.1177/0261018309350810>

- GUÉRIN, I., KUMAR, S., & VENKATASUBRAMANIAN, G. (2023). *The Indebted Woman : Kinship, Sexuality, and Capitalism*. Stanford University Press. <https://hal.science/halshs-04145408>
- GUÉRIN, I., NATAL, A., & VENKATASUBRAMANIAN, G. (2024). *Why and how to measure household debt in informal economics?* (Policy Brief N° 1). ODRIS. Pondicherry. <https://hal.science/hal-04622836>
- HENCHOZ, C., WERNLI, B., & COSTE, T. (2024). Dettes et santé mentale : perspective de genre. *SociologieS*. <https://doi.org/10.4000/sociologies.22783>
- INSEE. (2021). *Revenus et patrimoine des ménages : Édition 2021*. Institut national de la statistique et des études économiques. Paris.
- LEMOINE, B., & RAVELLI, Q. (2017). Financiarisation et classes sociales : introduction au dossier. *Revue de la régulation*, 22. <https://doi.org/10.4000/regulation.12593>
- LINDQUIST, K., RISER, M., SOLHEIM, H., & VATNE, B. H. (2015). *Debt in Norwegian households within a life-cycle perspective : an analysis using household-level data* (IFC Bulletin N° 39). BIS. Basel.
- LOMBARDI, M. J., MOHANTY, M., & SHIM, I. (2017). *The real effects of household debt in the short and long run* (Working Paper N° 607). BIS. Basel.
- MÉDIATEUR NATIONAL DE L'ÉNERGIE. (2024). *1 million d'interventions pour impayés de factures d'énergie en 2023* [Accédé le 21 novembre 2024]. Médiateur national de l'énergie. Paris. <https://www.energie-mediateur.fr/1-million-dinterventions-pour-impayes-de-factures-denergie-en-2023/>
- MIAN, A., SUFI, A., & VERNER, E. (2017). Household Debt and Business Cycles Worldwide. *The Quarterly Journal of Economics*, 132(4), 1755-1817. <https://doi.org/10.1093/qje/qjx017>
- MONTANI, N., SARNO, P., & FEIJÓ, C. (2023). *Household financial fragility in Brazil (2005-2023) : a Minskyan analysis* (Discussion Paper N° 017/2023). Instituto de Economia da Universidade Federal do Rio de Janeiro. Rio de Janeiro.
- MONTGOMERIE, J., & TEPE-BELFRAGE, D. (2017). Caring for Debts : How the Household Economy Exposes the Limits of Financialisation. *Critical Sociology*, 43(4-5), 653-668. <https://doi.org/10.1177/0896920516664962>
- MORVANT-ROUX, S., BERTOLI, M.-A., CLERC, S., REES, M., & SAIAG, H. (2023). Dettes de survie versus dettes d'accumulation : la financiarisation au prisme des inégalités sociales en Suisse. *Revue Française de Socio-Économie*, 30(1), 219-244. <https://doi.org/10.3917/rfse.030.0219>
- MOTILAL OSWAL. (2023). *How sustainable is India's household debt?* [Accédé le 21 novembre 2024]. Motilal Oswal. Mumbai. <https://www.motilaloswal.com/site/rreports/638320929256543242.pdf>
- NAROTZKY, S. (2021). The Janus face of austerity politics : Autonomy and dependence in contemporary Spain. *Focaal*, 2021(90), 22-35. <https://doi.org/10.3167/fcl.2021.900103>
- NARRING, T. (2022). *L'étreinte de la dette : une ethnographie de l'endettement des milieux populaires de Vitoria (Brésil, Espírito Santo), au sein et au-delà des favelas* [thèse de doct., Université Paris-Cité]. <https://hal.science/tel-04416706>

- NARRING, T. (2023). *La gauche brésilienne sur les braises du crédit* [Accédé le 21 novembre 2024]. CADTM. Liège. <https://www.cadtm.org/La-gauche-bresilienne-sur-les-braises-du-credit>
- NORMAN, J. (2020). *Household debt, Gender and Covid-19* (Policy briefings on coronavirus and inequalities) (Accédé le 21 novembre 2024). Wome's Budget Group. London. <https://www.wbg.org.uk/publication/household-debt-gender-and-covid-19/>
- OBSERVATOIRE DES CRÉDITS AUX MÉNAGES. (2022). *34e rapport annuel de l'Observatoire des Crédits aux Ménages* [Accédé le 21 novembre 2024]. Fédération Bancaire Française. <https://www.fbf.fr/fr/34eme-edition-de-lobservatoire-des-credits-aux-menages-ocm/>
- OBSERVATOIRE DES INÉGALITÉS. (2024). *À travail égal, salaire égal?* [Accédé le 21 novembre 2024]. Observatoire des Inégalités. Tours. <https://www.inegalites.fr/femmes-hommes-salaires-inegalites>
- ODAMTTEN, F., & PITTAWAY, S. (2024). *In too deep? The impact of the cost of living crisis on household debt* [Accédé le 21 novembre 2024]. Resolution Foundation. London. <https://www.resolutionfoundation.org/publications/in-too-deep/>
- O'TOOLE, C., & SLAYMAKER, R. (2021). Repayment capacity, debt service ratios and mortgage default : An exploration in crisis and non-crisis periods. *Journal of Banking & Finance*, 133, 106271. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2021.106271>
- OXFAM. (2020). *Celles qui comptent : Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités* [Accédé le 21 novembre 2024]. Oxfam International. Nairobi. <https://policy-practice.oxfam.org/fr/resources/celles-qui-comptent-reconnaitre-la-contribution-considerable-des-femmes-a-leconomie-pour-combattre-les-inegalites/>
- OXFAM. (2023). *Logement : inégalités à tous les étages* [Accédé le 21 novembre 2024]. Oxfam France. Paris. <https://www.oxfamfrance.org/rapports/logement-inegalites-a-tous-les-etages/>
- RADDATZ, C. E. (2023). *Financiamiento y Endeudamiento de Hogares en Chile : Caracterización y Opciones de política*. Cajas de Chile. Providencia.
- REBOUL, E., GUÉRIN, I., & NORDMAN, C. (2021). The gender of debt and credit : Insights from rural Tamil Nadu. *World Development*, 142, 105363. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105363>
- REBOUL, E., GUÉRIN, I., RAJ, A., & VENKATASUBRAMANIAN, G. (2025). Gender, Social reproduction and Financial work. Evidence from Tamil Ethnographic Financial Diaries [Forthcoming]. *Feminist Economics*.
- SCHICKS, J. (2013). The Definition and Causes of Microfinance Over-Indebtedness : A Customer Protection Point of View. *Oxford Development Studies*, 41(sup1), S95-S116. <https://doi.org/10.1080/13600818.2013.778237>
- TAYLOR, M. (2012). The Antinomies of 'Financial Inclusion' : Debt, Distress and the Workings of Indian Microfinance. *Journal of Agrarian Change*, 12(4), 601-610. <https://doi.org/10.1111/j.1471-0366.2012.00377.x>

- THORNE, D. (2010). Extreme Financial Strain : Emergent Chores, Gender Inequality and Emotional Distress. *Journal of Family and Economic Issues*, 31(2), 185-197. <https://doi.org/10.1007/s10834-010-9189-0>
- UNCTAD. (2024). *A world of debt : A growing burden to global prosperity* [Accédé le 21 novembre 2024]. UNCTAD. Geneva. https://unctad.org/system/files/official-document/osgtinf2024d1_en.pdf
- UNHRC. (2020). *Private debt and human rights* (Report N° A/HRC/43/45) (Accédé le 21 novembre 2024). UNHRC. Geneva. <https://www.ohchr.org/en/calls-for-input/private-debt-and-human-rights-report>
- UNICEF. (2023). *Brésil : la pauvreté et le dérèglement climatique plongent les enfants dans une situation critique* [Accédé le 21 novembre 2024]. Comité Français pour L'UNICEF. Paris. <https://www.unicef.fr/article/bresil-la-directrice-generale-de-lunicef-catherine-russell-temoigne-de-la-pauvrete-et-des-consequences-du-dereglement-climatique-sur-les-enfants/>
- VALRANGES, D. (2024). Un locataire sur cinq en situation d'impayé [Accédé le 21 novembre 2024]. *Actualités Habitat*, 1205. <https://www.union-habitat.org/un-locataire-sur-cinq-en-situation-d-impaye>
- VERDÉLIO, A. (2024). *Juros do cartão de crédito rotativo sobem para 438,4% ao ano* [Accédé le 21 novembre 2024]. Agência Brasil. Brasilia. <https://agenciabrasil.ebc.com.br/economia/noticia/2024-10/juros-do-cartao-de-credito-rotativo-sobem-para-4384-ao-ano>
- WEISBROT, M., JOHNSTON, J., CARRILLO, J. V., & MELLO, V. (2017). *Brazil's Enormous Interest Rate Tax : Can Brazilians Afford It?* [Accédé le 21 novembre 2024]. Center for Economic et Policy Research. Washington DC. <https://cepr.net/images/stories/reports/brazil-interest-rates-2017-04.pdf>
- ZEIDAN, R. (2020). Why is bank credit in Brazil the most expensive in the world? *Brazilian Review of Finance*, 18(4), 1-22. <https://doi.org/10.12660/rbfin.v18n4.2020.81507>